



**Groupe de Coopération en matière de lutte  
contre l'abus et le trafic illicite des stupéfiants**

**Strasbourg, le 3, novembre 2014**

**P-PG/Work(2014)7\_ fr**

**Prévention en milieu professionnel  
de la consommation d'alcool et de drogues**

**D'une déclaration d'intention à la mise en œuvre d'une politique:  
mode d'emploi du Cadre de Référence, bonnes pratiques,  
données de la recherche**

Conseil de l'Europe, Strasbourg  
Salle G03, Agora

**15/16 octobre 2014**

**RAPPORT DE REUNION**

<http://www.coe.int/pompidou>

## **Conférence internationale du Groupe Pompidou Strasbourg, 15 et 16 octobre 2014**

*Prévention, en milieu professionnel, de la consommation d'alcool et de drogues*

### **CONCLUSIONS**

Après l'adoption en mai 2012 d'une déclaration recommandant des approches de prévention des conduites addictives fondées sur la responsabilité, le respect des libertés individuelles et collectives et la solidarité au sein des collectifs de travail, le Groupe Pompidou, à l'initiative de la présidence française, et avec le soutien du Bureau International du Travail, a organisé les 15 et 16 octobre 2014 une conférence internationale de suivi.

Cette conférence de suivi marque la deuxième étape du projet qui avait abouti à l'adoption d'un Cadre de Référence. Elle a pour objectif de ne pas se cantonner à de l'événementiel, mais d'ouvrir des perspectives en termes de partage de concepts et d'outils au service d'une prévention alcool et drogues en milieu professionnel.

Pour ce faire, le choix a été fait d'aller plus loin dans la confrontation entre les principes qui sous-tendent le Cadre de Référence, les politiques concrètement à l'œuvre depuis 2012 et celles préconisées par les instances internationales actives dans le champ de la santé et de la sécurité au travail :

- le Bureau International du Travail (BIT) sans lequel ces travaux et cette conférence n'auraient pas cette consistance.
- l'Union européenne : en tête la Commission avec les directives qu'elle promeut et son nouveau Cadre stratégique de prévention en matière de santé et sécurité au travail pour la période 2014-2020. En appui, les agences spécialisées, l'Agence européenne pour la santé et la sécurité au travail de Bilbao ; la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail.

La confrontation s'est faite aussi avec les situations nationales et les pratiques des quinze pays membres du Groupe Pompidou participant à la conférence, deux pays tiers et un pays observateur.

Le programme proposé est parti de cette confrontation positive entre réalités des pratiques et orientations recherchées. On peut résumer la dynamique de la conférence sous le libellé suivant : *du positionnement politique et professionnel des acteurs concernés (employeurs, salariés, médecins du travail, directions des ressources humaines) à l'ouverture d'un débat sur la possibilité de faire de la prévention des conduites addictives en milieu professionnel une obligation légale.* Cette dynamique a induit une réflexion sur les paramètres à conjuguer pour appliquer le Cadre, avec un focus sur les PME, non suffisamment prises en compte en 2012, et sur des études de cas sectorielles. Pour consolider cette réflexion, des expertises ont été proposées pour mieux appréhender les déterminants des conduites addictives.

**Les éléments novateurs qui ont émergé des débats peuvent être regroupés autour des points suivants :**

- **La place des directions des ressources humaines**, qui, de par leurs fonctions, sont au carrefour des intérêts et positions des acteurs de l'entreprise et à l'interface avec des ressources externes dont la médecine de ville avec laquelle ils peuvent rechercher une continuité. Elles sont à même d'appréhender la prévention en termes de retour sur

- investissements. Par leur responsabilité dans le dialogue social, elles peuvent jouer un rôle central dans la définition et la conduite des politiques de prévention alcool et drogues.
- **Un questionnement sur le positionnement des acteurs et leur rôle dans la prévention** : le débat est ouvert entre une dévolution au médecin du travail sur le paradigme santé et sécurité au travail, ou une prise en main de la question par les entrepreneurs eux-mêmes pour mobiliser la force de travail au profit de leur entreprise. Cela fait osciller l'information à donner entre ce qui est relatif aux produits et leurs effets induits et ce qui a trait aux comportements inadéquats, quelles qu'en soient les causes
  - **Le degré d'applicabilité du Cadre de Référence au cas des PME** : la principale vertu du Cadre paraît en l'espèce son adaptabilité aux spécificités de chaque entreprise et son ouverture à des outils variés pour repérer les dysfonctionnements des personnes au travail. En effet, les PME, de par leur taille, leur dispersion, l'absence de service dédié, peuvent avoir des difficultés à se couler dans un moule rigide pour monter un plan de prévention. Elles n'ont en effet pas d'antécédents dans ce domaine, et ont ainsi à inventer. Le Cadre de Référence peut être une ressource. Pour cela elles ont un obstacle à lever : avoir réussi, en préalable, à sensibiliser les dirigeants de PME à leur propre santé, sans quoi ils ne sont pas enclins à s'intéresser à celle de leurs personnels. Elles ont aussi un défi à relever : savoir organiser la sensibilisation au-delà de la PME elle-même, au niveau d'un territoire et probablement par secteurs d'activités.
  - **Une utilisation du Cadre de Référence en aval plus qu'en amont** : il a été surtout présenté comme un moyen permettant l'analyse, après coup, de dispositifs de prévention et non comme un levier pour la mise en place de politiques nouvelles. Les illustrations proposées mettent en effet en évidence des concordances entre ce qui se pratique déjà et le Cadre de Référence. Le Cadre permet de revisiter des processus.
  - **La nécessité d'outiller les acteurs de la prévention**. Au-delà du dispositif SOLVE introduit par le BIT en 2012, certains outils ont été présentés et sont mutualisés sur le site du Groupe Pompidou, parmi lesquels :
    - o OiRA, outil d'analyse des risques en ligne mis à disposition des acteurs par l'Agence européenne de Bilbao : [www.oiraproject.eu](http://www.oiraproject.eu)
    - o Les ateliers d'AKAN
    - o Le programme de prévention, de formation et de recherche *Euridice* au service de l'entreprise, soutenu par l'Union européenne. Cooperativa di Studio e Ricerca Sociale Marcella. Italie : [www.coopmarcella.it](http://www.coopmarcella.it)
    - o La Charte « *Hygiène de vie et sécurité routière - Prévention des addictions dans le transport routier et la logistique* » de la région Midi-Pyrénées
    - o La Boîte à outils du Luxembourg « *La prévention sans modération* »
    - o Les lignes directrices proposées par le Ministère de la Santé du Portugal, avec une évolution en cours vers les TPE et les PME
    - o Les ateliers du Centro de Integracion Juvenil de Mexico

### **Au cœur du débat, une corrélation étroite entre le stress lié au travail et les conduites addictives.**

Il ressort des déclarations de la directrice de l'Agence de Bilbao, en conclusion de la campagne « *Mieux prévenir pour mieux travailler* » actuellement en cours en Europe, qu'une corrélation est à rechercher. Cela prend force également au travers des analyses proposées par Gladys LUTZ sur le concept de « troubles de l'usage ». Il en va de même avec le panorama dressé par Kjetil FRØYLAND sur l'ensemble des déterminants des conduites addictives. Ce point de vue est également présent dans les propos du Professeur PARQUET, à condition bien évidemment de distinguer ce qui se produit en milieu professionnel, et peut potentiellement être lié aux conditions de travail de ce que sont les comportements importés.

Cela a conduit la représentante du BIT, Valentina FORASTIERI, à proposer que les bonnes pratiques à relever soient fondées sur des recherches multidisciplinaires scientifiquement avérées. Quant à l'analyse des risques professionnels, issue de la directive européenne 89/391/CEE, elle est l'objet de déclinaisons propres à chaque pays. Il est recommandé de rapprocher, dans cette

analyse, ce qui est relatif aux risques psychosociaux de ce qui est propre aux conduites addictives. Aux Etats et aux entreprises de s'emparer de cette recommandation et de donner à ces risques toute la vigilance et la visibilité requise. Il est recommandé d'aller vers une approche pragmatique dans le cadre du dialogue social. Ceci constitue un véritable pré-requis.

**Les éléments de conclusion apportés à la réflexion intergouvernementale sont les suivants :**

Dans le sillage de la conclusion apportée par Valentina FORASTIERI (BIT), des apports de la Commission européenne et de son Agence de Bilbao, l'avancée la plus prometteuse réside, au cœur de l'analyse des risques, dans le rapprochement opérationnel entre conduites addictives et risques psychosociaux. Il devrait favoriser, dans les années qui viennent, une vigilance accrue sur ces questions, voire leur intégration naturelle et réglementaire dans les dispositifs de prévention.

Ce que peut, par ailleurs, laisser entrevoir cette conférence en termes de concrétisation de pratiques et de jalons pour la prochaine présidence du Groupe Pompidou peuvent être rassemblées autour des propositions suivantes :

- 1- Un suivi** du projet prévention alcool-drogues en milieu professionnel, en étroite relation avec les organisations internationales dont la prévention est le cœur de métier. Cela passe aussi par des échanges concrets avec les associations professionnelles et les ONG qui ont concouru à cette conférence : l'UEAPME (Union Européenne des Artisans et PME) au travers de ses délégations nationales ; l'UEMS (Union Européenne des Médecins Spécialistes, branche santé au travail) ; l'OIE (Organisation Internationale des Entreprises) et une ouverture vers d'autres ONG, telle La Confédération européenne des syndicats (CES).  
Il conviendra également de relayer ces préconisations dans des manifestations nationales (colloques Santé Sécurité au Travail, réunions tripartites, articles dans la presse professionnelle) pour diffuser les résultats et les mettre en débat.  
Il conviendra enfin de s'appuyer sur des échanges et comparaisons internationales au-delà du seul continent européen. Ce fut le cas au cours de la conférence avec le Mexique, pays observateur et avec le Brésil, pays tiers. L'Amérique du nord, Canada, USA, y aurait également toute sa place.
- 2- Le renforcement du niveau des connaissances** et de la compréhension des phénomènes, sachant qu'il existe encore du chemin à parcourir pour la mise en place d'une politique adaptée en milieu professionnel, et sachant que l'appréhension du monde de l'entreprise ne saurait être déconnectée de la vie privée au quotidien.
- 3- Un intérêt à porter à la déferlante des drogues de synthèse.** Le milieu professionnel, dont beaucoup de postes de travail sont reliés à internet, n'est pas à l'abri, car peuvent s'y trouver des usagers bien insérés, cachés en population générale et qui peuvent être à la recherche de produits qui maximisent, en un temps record, les effets psycho-actifs. Ce suivi est probablement à relier aux travaux sur les précurseurs conduits par le Groupe Pompidou.
- 4- Il pourrait, pour la nouvelle présidence, être également important de conduire une réflexion prospective sur l'élaboration d'un label « entreprise sans alcool et sans drogues » :** parvenir à placer la prévention des conduites addictives au cœur du dialogue social sur l'amélioration des conditions de travail et l'analyse des risques professionnels. Cette démarche ébranlerait des habitudes qui, longtemps, ont permis au politique une attitude de retrait confortable.  
Le débat est ouvert. Il est tout à l'honneur du Groupe Pompidou et des pays impliqués de le nourrir. Parmi les pistes ouvertes, peut-être pourrait-il être possible, concernant le label, de

parvenir à une modalité de reconnaissance certifiant, en santé et sécurité au travail, un ensemble de bonnes pratiques de prévention des risques liés aux conduites addictives ? Cette « distinction » aurait pour objet de donner un contenu concret et opérationnel au Cadre de Référence en reconnaissant, au travers de pratiques en convergence avec les principes qui le sous-tendent, l'aptitude de certaines entreprises et de tous leurs acteurs à passer d'une déclaration d'intentions à une politique de prévention concertée.

Ce qu'a souhaité, à travers ces propositions, la Présidence française au moment où s'achève son mandat, c'est de voir, dans les deux années qui viennent, ce projet se consolider avec une prévention des conduites addictives en milieu professionnel prendre toute sa place dans l'ensemble et la variété des politiques mises en œuvre dans les entreprises.

**ANNEXE I**Mercredi 15 octobre9h00 **Accueil et inscription****Ouverture de la réunion**9h30 **Accueil** : Patrick PENNINCKX, Secrétaire exécutif du Groupe Pompidou**Ouverture** : Jan KLEIJSSSEN, directeur - Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, Direction générale I, Conseil de l'Europe**Ouverture** : Danièle JOURDAIN-MENNINGER, Présidente de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA. France), Présidente du Groupe Pompidou

9h45 – 11h

**Axe 1****La politique de prévention alcool et drogues en milieu professionnel deux ans après l'adoption de la déclaration du 15 mai 2012**Modérateur: Philippe-Jean PARQUET, Professeur de psychiatrie et addictologue, consultant du Groupe Pompidou**Rappel du Cadre de Référence** (Déclaration finale de mai 2012) : Michel MASSACRET, Président du Groupe d'experts***Le Cadre de Référence, point d'appui d'une politique de prévention ?  
Caractérisation de bonnes pratiques***

- *Positionnement de l'Union Européenne des Médecins Spécialistes (branche santé au travail) : intervenir en entreprise selon les principes du Cadre? La pratique du médecin du travail en est-elle modifiée ?* Alenka SKERJANC, Présidente de l'UEMS.
- *Point de vue du Bureau International du Travail : politique générale de prévention alcool et drogues et mise en œuvre du Cadre de Référence.* Valentina FORASTIERI, Spécialiste principale de la santé au travail, de la promotion de la santé et du bien-être. Service de l'administration du travail, de l'inspection du travail et de la sécurité et de la santé au travail (LABADMIN/OSH), Département de la gouvernance et du tripartisme

Questions-Réponses

11h – 11h30	Pause-café
11h30 – 13h	<p><b>Le Cadre de Référence : une base pour initier, mettre en place, développer et pérenniser une politique de prévention cohérente pour l'ensemble des acteurs?</b></p> <p>Table ronde entre acteurs de l'entreprise qui construisent ensemble la politique de prévention :</p> <p><u>patronat</u> M. Kris de MESTER, Organisation Internationale des Entreprises</p> <p><u>service de santé au travail</u> Dr Nicole MAJERY, déléguée du Luxembourg auprès de l'Union Européenne des Médecins Spécialistes</p> <p><u>direction des ressources humaines</u> Charlotte DUDA, Stream International - Groupe Convergys, Directrice des ressources humaines, ancienne présidente de l'Association nationale des directeurs de ressources humaines, ANDRH. France</p> <p><u>salariés</u> Tor Idar HALVORSEN, Norwegian Confederation of Trade Unions (LO).</p>
13h – 14h30	Déjeuner libre
14h30-16h30	<p><b>Axe 2</b></p> <p><b><i>Le Cadre de Référence s'applique-t-il quels que soient la taille, la culture et le secteur d'activités de l'entreprise?</i></b></p> <p><b><i>Recherche de bonnes pratiques centrées sur les PME</i></b></p> <p><u>Modérateur</u> : Robert GOERENS, Médecin inspecteur du travail. Ministère de la Santé du Luxembourg</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Problématique posée par :       <ul style="list-style-type: none"> <li>- une Conseillère pour les affaires sociales dans les PME, Eva VANDERVELDEN, Union des Entrepreneurs Indépendants de Flandre et de Bruxelles (UNIZO)</li> <li>- une spécialiste du management dans les PME : Florence GUILIANI, Université de Montpellier, Observatoire de la santé des dirigeants de PME – AMAROK</li> </ul> </li> <li>• Des exemples de pratiques :       <ul style="list-style-type: none"> <li>- Luxembourg : Nicole MAJERY, directeur du Service de santé au travail multisectoriel</li> <li>- France : Valérie JIMENEZ, dirigeante d'une PME de transports et M. BARANOWSKI, délégué CGT au Comité de pilotage de la Charte prévention des conduites addictives en région Midi-Pyrénées</li> <li>- Portugal : Giorgio CASULA (CGTP-IN Confédération Générale</li> </ul> </li> </ul>

- des Travailleurs Portugais / Intersyndicale Nationale)
- Brésil : Lucia STOCKER FABRICIO, Directrice technique de SESI-RS

Débat entre les participants et échanges

16h30 – 16h45

Pause-café

16h45 – 18h00

### **Axe 3**

#### ***Le Cadre de Référence comme outil d'analyse et de suivi des politiques de prévention en entreprise ?***

Modérateur : Paul WINDEY, Président du Conseil national du travail, Belgique

Etudes de cas de politiques de prévention dans l'entreprise : en quoi le Cadre de Référence permet-il de mieux comprendre ce qui a été mis en place?

Développement autour de trois questions :

1. description d'une politique concrète de prévention dans une entreprise
2. son analyse par rapport au Cadre de Référence
3. les évolutions qui en découlent

Cas présentés par :

Norvège :

- **Elisabeth EGE**, Directrice, Centre consultatif sur les questions liées à l'alcool, la drogue et le jeu addictif (AKAN) : étude de cas sur le service des douanes norvégien

Portugal :

- **Mario CASTRO**, Directeur du service de surveillance et information. Service d'Intervention sur les Conduites addictives et les dépendances, SICAD
- **Elisabete Rute dos SANTOS**, Compagnie aérienne TAP, Unité de soins de santé

Italie

- **Marcella DELUCA**, Coordinatrice, Cooperativa Marcella, Euridice (programme de prévention, de formation et de recherche au service de l'entreprise, soutenu par l'Union européenne).

Mexique

- **David Bruno DIAZ NEGRETE**, Directeur de recherche, ONG Centros de Integracion Juvenil, Mexico

Conclusion de la 1ère journée : fil rouge, premiers éléments de questionnement par Michel MASSACRET, Président du Groupe d'experts.



Jeudi 16 octobre 2014

09h00-10h30

#### **Axe 4**

### ***Les déterminants des conduites addictives : apports de la recherche et des études scientifiques ?***

Modérateur : Jarle WANGEN, Conseiller principal, Centre consultatif sur les questions liées à l'alcool, la drogue et le jeu addictif (AKAN), Norvège.

#### **1. dans les relations entre risques psycho-sociaux et conduites addictives**

- Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA) : message vidéo de la Directrice de l'Agence, Christa SEDLATSCHKEK "Managing stress and psychosocial risks at work - EU-OSHA Healthy Workplaces Campaign 2014-15".
- Introduction au message vidéo par Nada TURCIC, spécialiste de la médecine de travail. Institut pour la protection de la santé et sécurité au travail, Croatie
- Kjetil FRØYLAND, directeur de recherche. The Work Research Institute – Oslo : *Alcohol, drugs and prevention in the workplace: What strategies are effective? Findings from recent research*
- Philippe-Jean PARQUET, professeur de psychiatrie, addictologue : *légitimité de ce rapprochement ?*

Débat entre les intervenants et questions-réponses avec l'auditoire

10h30 – 11h

Pause-café

11h – 12h30

#### **2. au travers d'approches multidisciplinaires en sociologie, psychologie du travail, sciences médicales :**

- Gladys LUTZ, Chercheur au CRTD (Centre de recherche sur le travail et le développement du Conservatoire national des Arts et Métiers, Paris) : *Interrelations entre conduites addictives et travail, interrelations entre usages/usagers et acteurs en charge de la prévention*
- Marie-Claire LAMBRECHTS, Centre for Environment and Health, KU Leuven, et Association flamande pour les problèmes d'Alcool et autres drogues, VAD Bruxelles : *Quels sont les facteurs qui déterminent l'approche de l'abus de substances par les médecins du travail ? Une étude qualitative"*

Débat entre les intervenants et questions-réponses avec l'auditoire

Déjeuner libre

- 14h – 16h **Vers un développement de stratégies de mise en œuvre du Cadre de Référence ?**

Modérateur : Valentina FORASTIERI, Spécialiste principale de la santé au travail, de la promotion de la santé et du bien-être (Bureau International du Travail).

- Zinta PODNIECE, Commission européenne, Direction Générale de l'Emploi, des Affaires sociales et de l'Intégration, Unité Santé, Sécurité et Hygiène au Travail : *la législation relative au Document Unique d'Evaluation des Risques*
- Table ronde selon une représentation tripartite :
  - Représentant des pouvoirs publics : Ruta BALTRUSAITYTE, Département du contrôle de la drogue, du tabac et de l'alcool, Spécialiste en chef de la division de coordination pour la prévention de l'usage des substances psychoactives, Lituanie
  - Représentant des travailleurs : Francisco José Pardo GUILLOT, Technicien Supérieur en Risques au Travail, Expert en Toxicodépendances, Secrétariat Confédéral de Santé au Travail des Commissions Ouvrières, Espagne
  - Représentant des employeurs : François ENGELS, Fédération des Artisans. Représentant du Luxembourg auprès de l'Agence européenne de Bilbao (EU-OSHA)
- Bilan et perspectives : Valentina FORASTIERI

### **Conclusion finale et clôture de la conférence**

*Le projet 2010-2014 : résultats et attentes. Dr Gilles LECOQ, Délégué de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA, France)*

**ANNEXE II****LISTE DES PARTICIPANTS**

**CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA PREVENTION EN MILIEU  
PROFESSIONNEL DE LA CONSOMMATION D'ALCOOL ET DE DROGUES  
Conseil de l'Europe, Strasbourg (France), 15/16 octobre 2014, Salle G03, Agora**

**Chairperson / Présidente****Mme Danièle JOURDAIN-MENNINGER**

Présidente du Groupe Pompidou  
Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues Et les Conduites Addictives  
35 rue Saint Dominique  
F - 75007 PARIS  
Tel: +33 (1) 42 75 69 88 [cabinet.mildeca@pm.gouv.fr](mailto:cabinet.mildeca@pm.gouv.fr)

**Chairman of the Ad hoc Expert Group / Président du groupe d'expert ad hoc****Mr Michel MASSACRET**

Chargé de mission prévention en milieu professionnel  
Mission Interministérielle de lutte contre la drogue et les conduites addictives - MILDECA  
35, rue St. Dominique  
F-75007 Paris  
Tel: +33. 6 87 03 66 55 Fax: +33.1.42 75 69 01 [michel.massacret@wanadoo.fr](mailto:michel.massacret@wanadoo.fr)

**Consultant****Prof Philippe-Jean PARQUET**

295 rue Saint-Jacques  
75005 Paris  
France  
Tel: (06) 08 47 60 70 Fax: (01) 46 34 11 91 [philippe.parquet@laposte.net](mailto:philippe.parquet@laposte.net)

**MEMBER STATES / PAYS MEMBRES****Belgium / Belgique****Mme Nadine GILIS**

Conseillère Jurist  
Service Public Fédéral Emploi Travail et Concertation Sociale  
Rue Ernest Blérot 1  
1070 Bruxelles  
Tel : 32 47 53 90 72 [nadine.gilis@emploi.belgique.be](mailto:nadine.gilis@emploi.belgique.be)

**Mr Paul WINDEY**

President  
Conseil National du Travail  
Avenue de la Joyeuse Entrée 17-21  
B-1040 Bruxelles  
Belgium  
Tel: +32 2 233 88 83 Fax: +32 2 233 89 38 [windey@nar-cnt.be](mailto:windey@nar-cnt.be)

**Mrs Marie-Claire LAMBRECHTS**

Vereniging voor Alcohol- en andere Drugproblemen  
Vanderlindenstraat 15

1030 Brussel

Tel: +32 2 423 03 51 [Marie-claire.lambrechts@vad.be](mailto:Marie-claire.lambrechts@vad.be)

**Mrs Eva VANDERVELDEN**

Adviseur Sociale Zaken  
Studiedienst  
UNIZO  
Willebroekkaai 37  
1000 Brussel  
[Eva.vandervelden@unizo.be](mailto:Eva.vandervelden@unizo.be)

**Croatia / Croatie**

**Mr Zeljko PETKOVIĆ**

Director  
Office for combatting drug abuse  
Preobraženska 3  
Zagreb 1000  
Tel: +385 1 48 78 122 Fax: +385 1 48 78 120 [zeljko.petkovic@uredzadroge.hr](mailto:zeljko.petkovic@uredzadroge.hr)

**Mr Zdravko MURATTI**

Head of Department  
Ministry of work and pension system  
Directorate for work and work Market  
Sector for work and work law  
Department for safety at work  
Ulica grada Vukovara 78  
Zagreb 1000  
Tel: +385 1 6109 230 Fax: +385 1 6109 171 [zdravko.muratti@mms.fr](mailto:zdravko.muratti@mms.fr)

**Ms Sanja MIKULIĆ**

Head of Department for General Programs and Strategies  
Office for Combating Drug Use  
Preobraženska 4  
10000 Zagreb  
Tel: +3851 (48) 78 125 Fax: +3851 (48) 78 120 email: [sanja.mikulic@uredzadroge.hr](mailto:sanja.mikulic@uredzadroge.hr)

**Cyprus / Chypre**

**Mr Athanasios ATHANASIOU**

Advisor Occupational Physician  
Department of Labour Inspection  
Ministry of Labour, Welfare and Social Insurance  
[aathanasiou@dli.mlsi.gov.cy](mailto:aathanasiou@dli.mlsi.gov.cy)

**France**

**Ms Laura D'ARRIGO**

Conseillère diplomatique  
Mission Interministérielle de lutte contre la drogue et les conduites addictives - MILDECA  
35 rue Saint Dominique  
F - 75007 PARIS  
Tel. : +33 1 42 75 69 55 Fax : +33 1 42 75 69 03 [laura.d-arrigo@pm.gouv.fr](mailto:laura.d-arrigo@pm.gouv.fr)

**Mr Gilles LECOQ**

Délégué de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA. France) 35, rue St. Dominique  
F-75007 Paris  
Tel :

**Mme Patricia COURSAULT**

Mission Interministérielle de lutte contre la drogue et les conduites addictives - MILDECA  
35, rue St. Dominique  
F-75007 Paris  
[patricia.coursault@pm.gouv.fr](mailto:patricia.coursault@pm.gouv.fr)

**Ms Charlotte DUDA**

Stream International - Groupe Convergys  
Directrice des ressources humaines  
Ancienne présidente de l'Association nationale des directeurs de ressources humaines (ANDRH. France)  
[charlotte.duda@convergys.com](mailto:charlotte.duda@convergys.com)

**Ms Gladys LUTZ**

Chercheur  
CRTD (Centre de recherche sur le travail et le développement)  
Laboratoire du CNAIM  
41 rue Gay Lussac  
F-75005 Paris  
Tel : 0627829944 [gladys.lutz@additra.fr](mailto:gladys.lutz@additra.fr)

**Mme Valérie JIMENEZ**

Présidente du Groupe des Transports Jimenez  
[Valerie.jimenez@jimenezfva.com](mailto:Valerie.jimenez@jimenezfva.com)

**M. Bernard BARANOWSKI**

Délégué CGT au Comité de pilotage de la Charte prévention des conduites addictives en région Midi-Pyrénées  
Mel , via [christineboy@aft-iftim.com](mailto:christineboy@aft-iftim.com)

**Mme Florence GUILIANI**

Observatoire de la Santé des Dirigeants de PME AMAROK.  
429 rue de l'Industrie  
34000 Montpellier  
Tel : 06 99 127 109  
[fguiliani@googlegmail.com](mailto:fguiliani@googlegmail.com)

**Mme Christine BOY**

Déléguée Régionale MIDI-Pyrénées auprès des Institutions et de la Profession des transports  
AFT-Délégation Régionale Midi-Pyrénées  
72 Rue Edmond Rostand - BP 92048  
31018 Toulouse Cedex 2  
Tél: 05 61 99 53 47 Fax: 05 61 99 53 49 Port: 06 84 50 49 98  
[christineboy@aft-iftim.com](mailto:christineboy@aft-iftim.com)

**Georges WALTZ**

Président de la CGPME Alsace  
10 place du Temple Neuf  
67000 STRASBOURG  
Tel. 03.88.75.06.18  
Portable : 06.07.17.94.70  
[info@chezsoi-traiteur.com](mailto:info@chezsoi-traiteur.com) ou [contact@cgpme-alsace.fr](mailto:contact@cgpme-alsace.fr)

**Mr Alain NAISSANT**

Membre du comité directeur de l'UNAPL  
Président du groupement syndical des praticiens de la psychologie,  
psychothérapie, psychanalyse PSY'G  
Union Nationale des professions libérales UNAPL  
46, rue du Grand Marché  
F-78300 Poissy  
Tel : +33 6 77 39 20 60 [psy-g@wanadoo.fr](mailto:psy-g@wanadoo.fr)

**Italy / Italie****Ms Elisabetta SIMEONI**

Head of National Observatory and International Relations  
Department of Antidrug Policies  
Via della Ferratella Inlaterano, 51  
00184 Roma  
tel +39 (6) 6779 6350 fax: +39 (6) 6779 6843 [e.simeoni@governo.it](mailto:e.simeoni@governo.it)

**Dr Giuseppe de LUCA**

Scientific Director  
Cooperativa Marcella  
Via della Pace 19  
22070 Lurago Marinone (CO)  
[info@coopmarcella.it](mailto:info@coopmarcella.it)

**Marcella DELUCA**

Ancienne Coordinatrice  
Cooperativa Marcella  
Via della Pace 19  
22070 Lurago Marinone (CO)  
[info@coopmarcella.it](mailto:info@coopmarcella.it)

**Lithuania / Lituanie****Mrs Ruta BALTRUSAITYTE**

Psychoactive substance use prevention coordination division  
Chief specialist of Strategy, monitoring and analysis division  
NTAKD  
Sv. Stepono str. 27  
LT- 01312 Vilnius  
[ruta.baltrusaityte@ntakd.lt](mailto:ruta.baltrusaityte@ntakd.lt)

**Luxembourg****M. Marc JACOBY**

Head of Health Department ArcelorMittal Luxembourg  
President of the Luxembourg Association of Occupational Health Physicians  
Occupational Health Service  
L-4008 Esch sur Alzette  
Tel: + 352 5550 2555 [marc.jacoby@arcelormittal.com](mailto:marc.jacoby@arcelormittal.com)

**Mr Laurent JOME**

Responsable du Service Juridique, Ministère de la Santé  
Ministère/Direction de la Santé  
Division de la Santé au Travail  
Villa Louvigny  
L-2120 Luxembourg  
Tel: +352 2478 55 10 Fax: +352 24 79 55 10 [laurent.jome@ms.etat.lu](mailto:laurent.jome@ms.etat.lu)

**Mr David BÜCHEL,**

Psychologue du travail  
Chambre des Salariés  
13, rue de Brogance  
L-1255 Luxembourg  
Tel: +352 274 94306 [david.buechel@cfsl.lu](mailto:david.buechel@cfsl.lu)

**Dr Robert H. GOERENS**

Médecin inspecteur du travail  
Ministère/Direction de la Santé

Division de la Santé au Travail  
Villa Louvigny  
L-2120 Luxembourg  
Tel : +352 247 85629 Fax: +352 46 79 60 [dsat\\_lu@ms.etat.lu](mailto:dsat_lu@ms.etat.lu) ou [robert.goerens@ms.etat.lu](mailto:robert.goerens@ms.etat.lu)

**Dr Nicole MAJERY**

Director  
Service de santé au travail multi sectoriel  
32 rue Glesner  
L-1630 Luxembourg  
Tel : +352400942503 [nicole.majery@stm.lu](mailto:nicole.majery@stm.lu)

**M. Francois ENGELS**

Fédération des Artisans  
Fédération des Artisans  
2, circuit de la Foire Internationale  
BP 1604  
L-1016 Luxembourg  
[info@fda.lu](mailto:info@fda.lu)

**Republic of Moldova / République de Moldova****Ms Cristina JOSAN**

Psychiatrist  
Chairman of the Standing Committee on Drug Control  
Republican Narcology Dispensary  
Ministry of Health of the Republic of Moldova  
Tel. +373 22 26 88 07 e-mail: [eugenia.berzan@ms.gov.md](mailto:eugenia.berzan@ms.gov.md)

**Norway / Norvège****Mr Kjetil FRØYLAND**

Research leader  
Work Research Institute  
Oslo and Akershus University College of Applied Sciences  
Norway  
Tel: +47 906 306 57 [kjetil.froyland@afi.hioa.no](mailto:kjetil.froyland@afi.hioa.no)

**Ms CAMILLA BAKKENG**

Conseiller principal. Centre consultatif sur les questions liées à l'alcool, la drogue et le jeu addictif (AKAN)  
AKAN Workplace Advisory Centre  
Postboks 8822  
Youngstorget  
0028 Oslo  
[camilla.bakkeng@akan.no](mailto:camilla.bakkeng@akan.no)

**Mr Jarle WANGEN**

Conseiller principal. Centre consultatif sur les questions liées à l'alcool, la drogue et le jeu addictif (AKAN)  
AKAN Workplace Advisory Centre  
Postboks 8822  
Youngstorget  
0028 Oslo  
[Jarle.Wangen@akan.no](mailto:Jarle.Wangen@akan.no)

**Elisabeth EGE**

Directrice, Centre consultatif sur les questions liées à l'alcool, la drogue et le jeu addictif (AKAN)  
AKAN Workplace Advisory Centre  
Postboks 8822  
Youngstorget  
0028 Oslo

[Elisabeth.ege@akan.no](mailto:Elisabeth.ege@akan.no)

**Mrs Irene PRESTOY LIE**

Advisor  
Norwegian Directorate of Health  
Universitetsgata 2  
0164 Oslo  
Tel: 47 915 46566 [irene.prestoy.lie@helsedir.no](mailto:irene.prestoy.lie@helsedir.no)

**Mr Tor Idar HALVORSEN**

Trade Union of Norway  
[Tor.idar.halvorsen@lo.no](mailto:Tor.idar.halvorsen@lo.no)

**Poland / Pologne**

**Ms Elzbieta STAWECKA**

Prevention specialist  
National Bureau for Drug Prevention  
Dereniowa 52/54  
Warsaw 02-776  
Tel: +228555458 ext 116 [Elzbieta.stawicka@kbpn.gov.pl](mailto:Elzbieta.stawicka@kbpn.gov.pl)

**Portugal**

**Dr Mário CASTRO**

Director of the Department for Monitoring Training and International Relations  
Institute on Drugs and Drug Addiction  
Praça de Alvalade, No 7-, 6th floor  
P – 1700-032 LISBON  
[mario.castro@idt.min-saude.pt](mailto:mario.castro@idt.min-saude.pt)

**Mr Giorgio CASULA**

Membre du département de santé et sécurité au travail  
CGTP-IN  
Rua Vitor Cordon No 1-2  
Lisboa  
P-1249-102  
Tel: 359 29 32 36 500 [internacional@cgtp.pt](mailto:internacional@cgtp.pt) [giorgio.casula@cgtp.pt](mailto:giorgio.casula@cgtp.pt)

**Mrs Elisabete RUTE DOS SANTOS**

Healthcare Unit  
TAP Airlines  
[esantos@ucs.pt](mailto:esantos@ucs.pt)

**Mrs Vanda CRUZ**

União Geral de Trabalhadores  
[Vanda.cruz@ugt.pt](mailto:Vanda.cruz@ugt.pt)

**Serbia / Serbie**

**Mr Aleksandar ARNAUT**

Head of Team for implementing Strategy of Fighting Drug Abuse  
Services of the Minister  
Ministry of Internal Affairs  
Republic of Serbia  
[aleksandaramaut@yahoo.com](mailto:aleksandaramaut@yahoo.com)

**Ms Zana ERIC**

Psychiatrist  
Health Center Cacak



Dragisa Misovic 205  
Serbia  
[zanapsih@hotmail.com](mailto:zanapsih@hotmail.com)

**Sweden / Suède**

**Ms Mimmi ERIKSSON TINGHOG**  
The Public Health Agency of Sweden  
Drug and Gambling Prevention Unit  
Forskarens väg 3  
SE-831 40 Östersund  
[mimmi.eriksson.tinghog@folkhalsomyndigheten.se](mailto:mimmi.eriksson.tinghog@folkhalsomyndigheten.se)

**The former Yugoslav Republic of Macedonia / L'ex-République yougoslave de Macédoine**

**Dr Liljana IGNJATOVA**  
Head of the Center for prevention and treatment of drug abuse and abuse of other psychoactive substances  
Marko Oreskovic br. 70  
1000 Skopje  
[ignjatovaliljana@ymail.com](mailto:ignjatovaliljana@ymail.com)

**Turkey / Turquie**

**Mr Savas YILMAZ**  
Director General of the Turkish Green Crescent Society  
Turkish Green Crescent Society  
Sepetçiler Kasrı,  
Kennedy Cad. No:3  
Sarayburnu, Fatih / İstanbul  
Turkey  
Tel: 05535328802 [savas.yilmaz@yesilay.org.tr](mailto:savas.yilmaz@yesilay.org.tr)

**Mr Nuro Senel KELES**  
4<sup>th</sup> Degree Police Chief  
Mob +90 505 543 66 77 [nurosenel.keles@egm.gov.tr](mailto:nurosenel.keles@egm.gov.tr)

**MEMBER STATE OF THE COUNCIL OF EUROPE / PAY MEMBRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**Spain / Espagne**

**M. Francisco José Pardo GUILLOT**  
Secretario Confederal De Salud Laboral y Media ambiente  
[fjosepardo@hotmail.com](mailto:fjosepardo@hotmail.com)

**OBSERVER COUNTRY OF THE POMPIDOU GROUP / PAY OBSERVATEUR DU GROUPE POMPIDOU**

**Mexico / Mexique**

**Mr David Bruno DIAZ-NEGRETE**  
Centros de Integración Juvenil of Mexico  
[cijinvestigacion@yahoo.com.mx](mailto:cijinvestigacion@yahoo.com.mx)

**NON MEMBER STATES / PAYS NON MEMBRES**

**Brazil / Brésil**

**Mrs Maria Lucia STOCKER FABRICIO**  
Technical Manager

Servico Social da Industria  
Av Assis Brasil 8787  
Porto Alegre 90.450.001  
Brazil  
Tel: +555133478524  
[Lucia.fabricio@sesirs.org.br](mailto:Lucia.fabricio@sesirs.org.br)

**Mrs Angela Maria FINCK**  
Servico Social da Industria  
Av Assis Brasil 8787  
Porto Alegre 90.450.001  
Brazil  
[angela.finck@sesirs.org.br](mailto:angela.finck@sesirs.org.br)

**Mrs Leticia LESSA**  
Servico Social da Industria  
Av Assis Brasil 8787  
Porto Alegre 90.450.001  
Brazil  
[Leticia.lessa@sesirs.org.br](mailto:Leticia.lessa@sesirs.org.br)

#### INTERNATIONAL ORGANISATIONS / ORGANISATIONS INTERNATIONAUX

##### EUROFOUND

**Mr Jean-Michel MILLER**  
Research Manager  
European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions  
Wyattville Road - Loughlinstown  
Dublin 18  
Ireland  
Tel: + 353 1 2043109 Fax: + 353 1 2826456, + 353 1 2824209 [michel.miller@eurofound.europa.eu](mailto:michel.miller@eurofound.europa.eu)

#### European Commission / Commission européenne

**Mme Zinta PODNIECE**  
Analyste des politiques - Health and Safety at Work  
rue Joseph II 54/Joseph II straat 54  
1049 Bruxelles/Brussel  
Belgique  
[Zinta.podniece@ec.europa.eu](mailto:Zinta.podniece@ec.europa.eu)

#### European Agency for Safety and Health at Work / Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail

**Ms Christa SEDLATSCHKEK (vidéo)**  
Director of EU-OSHA  
European Agency on Safety and Health  
Gran Via 33  
E-48009 Bilbao  
Spain  
[csedlatschek@osha.europa.eu](mailto:csedlatschek@osha.europa.eu)

**Ms Malgorzata MILCZAREK**  
Project Manager  
European Agency on Safety and Health  
Gran Via 33  
E-48009 Bilbao  
Spain  
[mmilczarek@osha.europa.eu](mailto:mmilczarek@osha.europa.eu)

<b>European Union of Medical Specialists / Union européenne des médecins spécialistes</b>
---

**Ms Alenka ŠKERJANC, MD MS**

Specialist of occupational medicine  
 President of UEMS Section of Occupational Medicine  
 University Medical Centre Ljubljana  
 Clinical Institute of Occupational, Traffic and Sports Medicine  
 Poljanski nasip 58  
 SI - 1000 Ljubljana  
 Slovenia  
 Tel: +386 1522 2132 Mob: +386 31624162 Fax: +386 1522 2478 [alenka.skerjanc@gmail.com](mailto:alenka.skerjanc@gmail.com) [alenka.skerjanc@kclj.si](mailto:alenka.skerjanc@kclj.si)

<b>International Labour Organisation (ILO) / Organisation Internationale du travail (OIT)</b>
---

**Ms Valentina FORASTIERI**

Senior Specialist on Occupational Health, Health Promotion and Well-being  
 Labour Administration, Labour Inspection and Occupational Safety and Health Branch (LABADMIN/OSH)  
 Governance and Tripartism Department (GOVERNANCE)  
 International Labour Office  
 tel +4122 7997167 fax +41 22 7996878 [forastieri@ilo.org](mailto:forastieri@ilo.org) [labadmin-osh@ilo.org](mailto:labadmin-osh@ilo.org)  
[www.ilo.org/safework](http://www.ilo.org/safework)

<b>International Business Organisation / Organisation Internationale des Entreprises</b>
--

**Mr Kris DE MEESTER**

Director Health and Safety Affairs and International Social Relations  
 Federation of Enterprises in Belgium  
 Member of the employers' college of the ILO  
 Rue Ravenstein 4  
 B-1000 Bruxelles  
 Tel:+32 2 515 08 11 Fax: +32 2 515 09 99 [kdm@vbo-feb.be](mailto:kdm@vbo-feb.be)

<b>Secretariat</b>
--------------------

**Mr Jan KLEIJSEN**

Director  
 Information Society and Action Against Crime  
 Directorate General of Human Rights and Rule of Law (DGI)  
 Council of Europe  
 F – 67075 Strasbourg Cedex  
 Tel: +33 3 88 41 21.16 Fax: +33 3 88 41 37 39 [Jan.KLEIJSEN@coe.int](mailto:Jan.KLEIJSEN@coe.int)

**Mr Patrick PENNINGCKX**

Executive Secretary  
 Tel: +33 3 88 41 29 97 Fax: +33 3 88 41 27 85 [patrick.penninckx@coe.int](mailto:patrick.penninckx@coe.int)

**Ms Anne-Christine HECK**

Consultant  
[Anne-christine.heck@coe.int](mailto:Anne-christine.heck@coe.int)

**Ms Audrey TUMULTY**

Administrative Assistant  
 Tel: +33 3 88 41 35 61 Fax: +33 3 88 41 27 85 [audrey.tumulty@coe.int](mailto:audrey.tumulty@coe.int)